

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Cowansville | 46080 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Tassé, CPA CGA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Cowansville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature _____ Date 26 avril 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	25
Situation financière par organismes	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Cowansville

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Cowansville (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, le 26 avril 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	21 075 073	20 974 020	19 771 722
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 391 589	2 300 701	2 248 620
Quotes-parts	3			
Transferts	4	959 039	1 920 514	2 827 416
Services rendus	5	2 505 482	2 116 614	1 982 772
Imposition de droits	6	823 000	2 080 438	1 845 545
Amendes et pénalités	7	435 100	573 196	358 711
Revenus de placements de portefeuille	8			42 815
Autres revenus d'intérêts	9	143 500	164 403	108 007
Autres revenus	10	148 147	1 567 962	5 267 728
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	28 480 930	31 697 848	34 453 336
Charges				
Administration générale	14	4 002 648	3 874 917	3 430 815
Sécurité publique	15	4 006 282	3 813 984	3 688 844
Transport	16	7 627 416	7 548 716	7 751 495
Hygiène du milieu	17	6 121 379	6 012 259	5 843 700
Santé et bien-être	18	287 000	528 108	163 744
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 369 048	1 151 250	969 152
Loisirs et culture	20	4 771 850	4 437 080	3 934 792
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 128 505	903 629	1 029 348
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	29 314 128	28 269 943	26 811 890
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(833 198)	3 427 905	7 641 446
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		73 340 017	65 698 571
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		73 340 017	65 698 571
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		76 767 922	73 340 017

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 548 791	2 440 733
Débiteurs (note 5)	2	8 816 025	10 038 482
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 259 422	1 175 418
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	18 624 238	13 654 633
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		850 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 830 815	2 147 615
Revenus reportés (note 12)	12	357 353	152 531
Dette à long terme (note 13)	13	36 126 019	35 019 159
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	345 500	265 000
Autres passifs (note 14)	15	1 309 575	1 483 954
	16	41 969 262	39 918 259
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(23 345 024)	(26 263 626)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	99 259 555	98 883 681
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	513 907	457 408
Stocks de fournitures	20	158 439	135 791
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	181 045	126 763
	23	100 112 946	99 603 643
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	76 767 922	73 340 017

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(833 198)	3 427 905	7 641 446
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	6 464 673)	(12 073 843)
Produit de cession	3	20 000	174 233	433 406
Amortissement	4	4 900 000	5 734 143	5 476 246
(Gain) perte sur cession	5	(10 000)	214 197	126 104
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	4 910 000	(342 100)	(6 038 087)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(90 277)	
Variation des stocks de fournitures	10		(22 648)	(8 340)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12	20 000	(54 282)	(24 443)
	13	20 000	(167 207)	(32 783)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		4	(1)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 096 802	2 918 602	1 570 575
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(26 263 626)	(27 834 201)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(26 263 626)	(27 834 201)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(23 345 024)	(26 263 626)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 427 905	7 641 446
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 734 143	5 476 246
Autres			
▪ G/P et moins-value immo	3	235 510	168 315
▪ Contributions promoteurs	4	(1 155 198)	(4 923 436)
	5	8 242 360	8 362 571
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 222 457	(306 367)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 508 821	807 131
Revenus reportés	9	204 822	(247 922)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	80 500	69 800
Propriétés destinées à la revente	11	(90 277)	
Stocks de fournitures	12	(22 648)	(8 337)
Autres actifs non financiers	13	(54 282)	(24 443)
	14	11 091 753	8 652 433
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(5 309 475)	(8 540 887)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	174 233	433 406
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(5 135 242)	(8 107 481)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(50 377)	(44 235)
Remboursement ou cession	21	16 692	92 183
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(71 628)	(118 067)
Cession	23		
	24	(105 313)	(70 119)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	4 968 000	3 750 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(3 854 752)	(5 693 172)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(850 000)	850 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(6 388)	43 091
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	256 860	(1 050 081)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	6 108 058	(575 248)
Solde déjà établi	33	2 440 733	3 015 981
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	2 440 733	3 015 981
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	8 548 791	2 440 733

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Cowansville (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (ci-après la « Régie aéroportuaire »)	33,33 %
Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi (ci-après la « Régie intermunicipale »)	25 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

*Immobilisations corporelles*Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 25 %
Bâtiments	2,5 % à 6,67 %
Véhicules	5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 33 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

financiers consolidés.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée par la Régie intermunicipale. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes enfouis.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus*Constataion des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts (Régie aéroportuaire) sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les quotes-parts (Régie intermunicipale) sont constatées lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le régime volontaire épargne-retraite (RVER) offerts à certains employés par la Ville, le REER collectif offert par la Régie aéroportuaire et le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Régie intermunicipale sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée au 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 548 791	2 440 733
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	8 548 791	2 440 733
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	3 532 000	2 335 500

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 769 600 \$ (842 588 \$ en 2020)

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	1 020 556	1 193 228
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 201 268	7 319 164
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	241 271	377 071
Organismes municipaux	15	40 930	58 482
Autres			
▪ Mutations, amendes et autres	16	1 262 210	1 047 803
▪ Intérêts à recevoir	17	49 790	42 734
	18	8 816 025	10 038 482
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 514 030	5 316 141
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 514 030	5 316 141
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	184 009	142 991

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,47 % à 4,11 % (2,14 % à 4,11 % au 31 décembre 2020) et viennent à échéance au plus tard en mai 2039.

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	207 037	194 662
Autres placements	31	1 052 385	980 756
	32	1 259 422	1 175 418
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	1 052 385	980 756
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Placement à titre d'investissement:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les placements de portefeuille aux fins d'investissement sont composés de participations dans divers fonds communs d'actions et autres.

Régie intermunicipale :

Les autres placements de portefeuille affectés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement sont composés de titres et fonds à revenu fixe.

8. Avantages sociaux futurs

	2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35 (345 500)	(265 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37 (345 500)	(265 000)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38 925 900	942 400
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41 72 666	78 310
Régimes de retraite des élus municipaux	42 31 231	37 475
	43 1 029 797	1 058 185

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

	2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ pour les opérations courantes et d'un emprunt temporaire de 2 000 000 \$ pour des activités d'investissement. L'ouverture de crédit bancaire et l'emprunt temporaire portent intérêt au taux préférentiel (2,45 % aux 31 décembre 2021 et 2020) et sont renouvelables annuellement.

La Régie intermunicipale bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 9 336 127 \$ portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel moins 0,36 % (2,09 %) au taux préférentiel (2,45 %) et renouvelables annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	1 915 000	1 160 473
Salaires et avantages sociaux	48	315 738	525 549
Dépôts et retenues de garantie	49	1 409 269	230 332
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette LT	51	189 772	216 330
▪ Autres	52	1 036	14 931
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	3 830 815	2 147 615

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	156 060	68 261
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Loyers perçus d'avance	69	3 645	3 645
▪ Transferts	70	97 706	80 625
▪ Entente Rang St-Joseph	71	99 942	
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	357 353	152 531

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,45	3,45	2022	2041	77	36 274 000	35 157 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0,50	6,20	2023	2026	83	33 047	36 799
Autres					84		
					85	36 307 047	35 193 799
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(181 028)	(174 640)
					87	36 126 019	35 019 159

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		3 725 000	4 359		3 729 359
2023	89		3 673 000	5 967		3 678 967
2024	90		6 805 000	3 604		6 808 604
2025	91		2 962 000	19 232		2 981 232
2026	92		2 806 000	1 276		2 807 276
2027 et plus	93		16 303 000			16 303 000
	94		36 274 000	34 438		36 308 438
Intérêts et frais accessoires	95			(1 391)		(1 391)
	96		36 274 000	33 047		36 307 047

Note**14. Autres passifs**

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	1 159 575	1 048 954
Assainissement des sites contaminés	98		435 000
Autres			
▪ Terrain à payer	99	150 000	
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103	1 309 575	1 483 954

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	24 759 274	322 668		25 081 942
Eaux usées	105	28 352 040	642 293		28 994 333
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	57 436 891	1 307 616	20 943	58 723 564
Autres					
▪ Sites d'enfouissement/clôtures	107	5 800 495	321 326		6 121 821
▪ Parcs/éclairage/barrage/etc.	108	13 382 811	188 540		13 571 351
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	18 304 942	63 004	976 708	17 391 238
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	6 851 662	1 078 718	214 130	7 716 250
Ameublement et équipement de bureau	113	1 478 863	11 725	56 774	1 433 814
Machinerie, outillage et équipement divers	114	6 382 094	291 598	122 841	6 550 851
Terrains	115	7 427 476	610 864	(32 581)	8 070 921
Autres	116				
	117	170 176 548	4 838 352	1 358 815	173 656 085
Immobilisations en cours	118	919 928	1 626 321		2 546 249
	119	171 096 476	6 464 673	1 358 815	176 202 334
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	13 487 073	609 871		14 096 944
Eaux usées	121	10 308 157	630 512		10 938 669
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	21 635 460	2 104 006	20 943	23 718 523
Autres					
▪ Sites d'enfouissement/clôtures	123	3 768 330	300 930		4 069 260
▪ Parcs/éclairage/barrage/etc.	124	7 003 986	409 472		7 413 458
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	8 788 387	440 914	671 081	8 558 220
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	2 819 055	751 990	104 029	3 467 016
Ameublement et équipement de bureau	129	1 162 826	90 548	56 774	1 196 600
Machinerie, outillage et équipement divers	130	3 239 521	395 900	151 332	3 484 089
Autres	131				
	132	72 212 795	5 734 143	1 004 159	76 942 779
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	98 883 681			99 259 555
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	47 568			47 568
Amortissement cumulé	135	(1 638)	(4 757)		(6 395)
Valeur comptable nette	136	45 930			41 173

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138	513 907	423 634
Autres	139		33 774
	140	513 907	457 408
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	513 907	457 408

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Divers	154	181 045	126 763
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	181 045	126 763

Note**19. Obligations contractuelles****Ville**

Les principaux engagements contractuels de traitement de matières recyclables,

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

de valorisation des boues, de fournitures de matériaux divers, de location de photocopieurs, d'entretien d'équipements divers, de contrôleur animalier, de soutien et service informatique, d'auditeur externe et d'évaluation foncière de la Ville échéant à différentes dates jusqu'en 2025, s'élèvent approximativement à 2 741 104 \$ durant cette période.

La Ville s'est engagée, d'après un contrat de traitement de matières recyclables échéant en 2023 et renouvelable pour un terme de 2 ans jusqu'en 2025, à verser une somme de 85 \$ par tonne envoyée au centre de tri.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation Brome-Missisquoi, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

Régie intermunicipale

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Régie intermunicipale a obtenu son certificat d'autorisation du gouvernement du Québec pour l'agrandissement du site actuel. Les travaux d'agrandissement sont complétés et l'utilisation du nouveau site est en vigueur depuis 2000. Suite à l'obtention du certificat, la Régie intermunicipale s'est engagée à créer un fonds de post-fermeture et d'y confier des contributions annuelles calculées en fonction du nombre de tonnes enfouies au cours de l'exercice et du taux établi par évaluation actuarielle, laquelle est effectuée à tous les cinq ans. La dernière évaluation actuarielle des coûts de post-fermeture a été faite en 2020 et la prochaine évaluation actuarielle sera faite en 2023.

La Régie intermunicipale s'est engagée, d'après une entente de services professionnels pour le traitement des déchets dangereux échéant en 2024, à verser une somme de 311 550 \$.

20. Droits contractuels

Ville

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 362 208 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 156 816 \$ en 2022, de 146 092 \$ en 2023, de 135 078 \$ en 2024, 123 766 \$ en 2025 et de 115 052 \$ en 2026.

La Ville a également conclu un bail emphytéotique concernant un terrain pour une durée de 85 ans. Le revenu de location annuel de 17 000 \$ est à percevoir jusqu'en 2058 pour une somme totale de 612 000 \$.

La Ville a également conclu une entente concernant la location de terrain pour

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

l'utilisation d'une tour cellulaire. Considérant les options de renouvellement, le revenu de location annuel de 9 567 \$ est à percevoir jusqu'en 2037 pour une somme totale de 162 645 \$.

Régie intermunicipale

La Régie intermunicipale a conclu une entente pour le service écocentre échéant en 2029, prévoyant la perception de revenus totalisant 3 780 000 \$. Les revenus de service à prévoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 420 000 \$ par année.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Maison de la famille	195 000	146 738	152 774
	160	195 000	152 774

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi. Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 180 639 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26. Fonds de roulement

Suite à l'augmentation d'un montant supplémentaire de 400 000 \$ autorisé en cours d'année, la Ville possède un fonds de roulement dont le capital total autorisé est fixé à 1 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27. Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation: 26 ans;
- Capacité restante estimative : 1 997 729 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 1 052 385 \$ (quote-part de la Ville);
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales du partenariat relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement totalisent 14 632 984 \$. Au 31 décembre 2021, le passif constaté aux états financiers du partenariat à cet égard est de 4 638 300 \$, de sorte qu'un solde de 9 998 684 \$ reste à constater.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	19 771 722	21 075 073	20 974 020			20 974 020
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 248 620	2 391 589	2 300 701			2 300 701
Quotes-parts	3					288 049	
Transferts	4	1 983 150	959 039	1 360 889		322 004	1 682 893
Services rendus	5	870 900	936 890	960 162		1 573 040	2 116 614
Imposition de droits	6	1 845 545	823 000	2 080 438			2 080 438
Amendes et pénalités	7	358 711	435 100	573 196			573 196
Revenus de placements de portefeuille	8	42 815					
Autres revenus d'intérêts	9	64 714	101 000	137 239		27 164	164 403
Autres revenus	10	(142 700)	20 000	204 152		208 612	412 764
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	27 043 477	26 741 691	28 590 797		2 418 869	30 305 029
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	817 800		237 621			237 621
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	5 251 526		1 155 198			1 155 198
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	6 069 326		1 392 819			1 392 819
	22	33 112 803	26 741 691	29 983 616		2 418 869	31 697 848
Charges							
Administration générale	23	3 302 456	3 871 523	3 734 970	139 947		3 874 917
Sécurité publique	24	3 434 346	3 750 657	3 541 160	272 824		3 813 984
Transport	25	5 055 686	5 039 037	4 681 298	2 525 918	437 500	7 548 716
Hygiène du milieu	26	3 581 356	3 867 834	3 698 211	1 701 980	1 220 705	6 012 259
Santé et bien-être	27	163 744	287 000	528 108			528 108
Aménagement, urbanisme et développement	28	969 152	1 369 048	1 151 250			1 151 250
Loisirs et culture	29	3 350 843	4 219 967	3 848 065	589 015		4 437 080
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 028 670	1 127 500	901 759		1 870	903 629
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 933 881	4 900 000	5 229 684	(5 229 684)		
	34	25 820 134	28 432 566	27 314 505		1 660 075	28 269 943
Excédent (déficit) de l'exercice	35	7 292 669	(1 690 875)	2 669 111		758 794	3 427 905

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 292 669	(1 690 875)	2 669 111	758 794	3 427 905
Moins : revenus d'investissement	2	(6 069 326)	()	(1 392 819)	()	(1 392 819)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 223 343	(1 690 875)	1 276 292	758 794	2 035 086
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	4 933 881	4 900 000	5 229 684	504 459	5 734 143
Produit de cession	5	372 603	20 000	171 733	2 500	174 233
(Gain) perte sur cession	6	156 859	(10 000)	215 388	(1 191)	214 197
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	5 463 343	4 910 000	5 616 805	505 768	6 122 573
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			6 527		6 527
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			6 527		6 527
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	92 183		16 692		16 692
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	42 212	20 000	21 310		21 310
	15	134 395	20 000	38 002		38 002
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 844 030)	(3 342 000)	(3 341 175)	(3 752)	(3 344 927)
	18	(2 844 030)	(3 342 000)	(3 341 175)	(3 752)	(3 344 927)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(700 661)	(199 125)	(902 128)	(1 033 320)	(1 935 448)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	315 231		185 431		185 431
Excédent de fonctionnement affecté	21	32 662	677 000	690 052		690 052
Réserves financières et fonds réservés	22	(376 901)	(375 000)	(374 073)		(374 073)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(729 669)	102 875	(400 718)	(1 033 320)	(1 434 038)
	26	2 024 039	1 690 875	1 919 441	(531 304)	1 388 137
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 247 382		3 195 733	227 490	3 423 223

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 069 326	1 392 819	1 392 819
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	153 883 )(	26 454 )(	2 121)(
Sécurité publique	3 (	28 261 )(	342 571)()
Transport	4 (	6 367 099 )(	2 412 252 )(	3 350)(
Hygiène du milieu	5 (	4 530 853 )(	1 935 565 )(	843 679)(
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 925 )(	528 518)()
Loisirs et culture	8 (	349 199 )(	370 163)()
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	11 434 220 )(	5 615 523 )(	849 150)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	)	96 801)()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	44 235 )(	50 377)()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 414 500	4 260 287	4 260 287
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	700 661	902 128	1 033 320
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	824 977	1 405 049	525 000
Excédent de fonctionnement affecté	17	89 578	38 957	38 957
Réserves financières et fonds réservés	18	744 722	390 322	390 322
	19	2 359 938	2 736 456	1 558 320
	20	(7 704 017)	1 234 042	709 170
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 634 691)	2 626 861	709 170
				3 336 031

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 284 397	7 025 694	1 523 097	8 548 791
Débiteurs (note 5)	2	9 957 076	8 799 254	196 617	8 816 025
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	194 662	207 037	1 052 385	1 259 422
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	11 436 135	16 031 985	2 772 099	18 624 238
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	850 000			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 761 768	3 744 782	265 879	3 830 815
Revenus reportés (note 12)	12	148 886	353 708	3 645	357 353
Dettes à long terme (note 13)	13	34 982 360	36 092 972	33 047	36 126 019
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	265 000	345 500		345 500
Autres passifs (note 14)	15	435 000		1 309 575	1 309 575
	16	38 443 014	40 536 962	1 612 146	41 969 262
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(27 006 879)	(24 504 977)	1 159 953	(23 345 024)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	94 462 172	94 494 665	4 764 890	99 259 555
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	457 408	513 907		513 907
Stocks de fournitures	20	102 206	123 555	34 884	158 439
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	110 116	166 986	14 059	181 045
	23	95 131 902	95 299 113	4 813 833	100 112 946
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 288 990	5 480 191	1 052 310	6 532 501
Excédent de fonctionnement affecté	25	957 633	242 674	458 241	700 915
Réserves financières et fonds réservés	26	61 146	444 896		444 896
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(2 456 126)	170 736	(268 608)	(97 872)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	65 273 380	64 455 639	4 731 843	69 187 482
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	68 125 023	70 794 136	5 973 786	76 767 922
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	8 205 953	7 670 725	8 013 789	7 379 587
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 170 615	1 961 222	2 032 077	1 913 820
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	10 254 597	9 694 139	9 712 260	9 630 244
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	861 600	670 846	671 453	749 748
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	170 400	153 744	153 744	161 271
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	95 500	77 169	78 432	118 329
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	740 175	740 175	644 175	638 912
Transferts	15				
Autres	16	100 000	109 019	222 088	234 003
Autres organismes					
Transferts	17	856 726	839 888	839 888	498 384
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 900 000	5 229 685	5 734 144	5 476 246
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Réclamations/UMQ	21	65 000	126 875	126 875	49 056
▪ Mauvaises créances	22	12 000	41 018	41 018	(37 710)
▪	23				
	24	28 432 566	27 314 505	28 269 943	26 811 890

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 532 501	5 124 703
Excédent de fonctionnement affecté	2	700 915	1 929 984
Réserves financières et fonds réservés	3	444 896	61 146
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(97 872)	(3 433 906)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	69 187 482	69 658 090
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	()	()
	8	76 767 922	73 340 017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 480 191	4 288 990
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 052 310	835 713
	11	6 532 501	5 124 703
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Contribution promoteur	12	207 033	245 990
▪ Stationnement réinv. local	13	35 641	21 591
▪ Exercice suivant	14		306 000
▪ Acquisition d'oeuvre d'art	15		10 000
▪ Remboursement de la dette	16		371 000
▪ Achat local (pandémie)	17		3 052
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	242 674	957 633
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Investissements majeurs	22	377 001	922 351
▪ Réfection de la piste	23	81 240	50 000
▪	24		
	25	458 241	972 351
	26	700 915	1 929 984

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	432 747
Organismes contrôlés et partenariats	38	48 997
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	8 149
Organismes contrôlés et partenariats	40	8 149
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds - fins de stationnement	45	4 000
▪	46	
	47	444 896
	48	61 146
	48	444 896
		61 146

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
<hr/>		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
▪	60 ()(
<hr/>		
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	61 ()(
Utilisation du fonds de roulement	62 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Autres		
▪	65 ()(
▪	66 ()(
▪	67 ()(
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	68 ()(
Mesure relative à la COVID-19	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪	72 ()(
▪	73 ()(
▪	74 ()(
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 ()(
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76 ()(
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77 ()(
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78 ()(
Autres		
▪	79 ()(
▪	80 ()(
<hr/>		
81 (
<hr/>		
82 (

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 692 752	742 602
Investissements à financer	84 (790 624)	(4 176 508)
	85 (97 872)	(3 433 906)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 99 259 555	98 883 681
Propriétés destinées à la revente	87 513 907	457 408
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 207 037	194 662
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 99 980 499	99 535 751
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 99 980 499	99 535 751
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (36 126 019)	(35 019 159)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (181 028)	(174 640)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 5 514 030	5 316 141
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (30 793 017)	(29 877 658)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	(3)
	101 (30 793 017)	(29 877 661)
	102 69 187 482	69 658 090

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1		1
Régimes supplémentaires de retraite	2		

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Cowansville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à certains groupes d'employé (Cols bleus, cols blancs et cadres) et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire carrière à la retraite.

Le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants est de 9,9 % du salaire. Cette cotisation est composée de 8,65 % pour le service courant et de 1,25 % pour le fonds de stabilisation.

Mise en place de deux volets

Le 1er janvier 2014, le régime est modifié pour prévoir la mise en place de deux volets distincts avec une date de séparation au 31 décembre 2013. Selon la réglementation actuellement en vigueur, les deux volets sont considérés comme étant deux régimes de retraite distincts.

Volet antérieur

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est établi comme suit;

a) une rente annuelle égale au maximum entre 2 % du salaire au 1er janvier 1990, multipliée par le nombre d'années de services au 31 décembre 1990 et la somme de la rente annuelle pour service antérieur au 31 décembre 1989, et une rente annuelle égale à 2,5 % du salaire pour le service reconnu au cours de l'année 1990; plus

b) une rente annuelle égale à la somme de ses créances de rentes pour chaque année de service reconnu du 1er janvier 1991 au 31 décembre 2013. La créance de rente pour une année ou une fraction d'année de service reconnu est égale à 2 % du salaire indexé.

Volet courant

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est égal à la somme de ses créances de rentes de chaque année de service effectué et reconnu à compter du 1er janvier 2014. La créance des rentes pour une année ou une fraction d'année de service est égale à 2 % du salaire indexé.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la*

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »).

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM)*. Le jugement indique que la Loi RRSM n'est pas inconstitutionnelle, à l'exception des dispositions de cette loi qui permettent à l'organisme municipal de suspendre l'indexation automatique des retraités. Il est à noter que ce jugement a été porté en appel. Puisque le régime ne prévoyait pas d'indexation automatique avant l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (265 000)	(195 200)
Charge de l'exercice	4 (925 900)	(942 400)
Cotisations versées par l'employeur	5 845 400	872 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (345 500)	(265 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 21 978 700	20 008 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (22 196 700)	(21 249 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (218 000)	(1 240 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (127 500)	975 200
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (345 500)	(265 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (345 500)	(265 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 21 978 700	20 008 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (22 196 700)	(21 249 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (218 000)	(1 240 200)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 104 400	997 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 104 400	997 500
Cotisations salariales des employés	21 (491 400)	(456 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 613 000	541 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 237 500	283 400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 850 500	824 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 975 300	1 015 500
Rendement espéré des actifs	33 (899 900)	(897 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 75 400	117 600
Charge de l'exercice	35 925 900	942 400
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 638 800	768 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (899 900)	(897 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 738 900	(129 200)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 126 300	841 400
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 005 700	1 325 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 22 791 300	20 296 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,46 %	4,46 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,46 %	4,66 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S. O.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56	() ()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	() ()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64	() ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	() ()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	() ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 6

Description des régimes et autres renseignements

REER Individuel

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 9,9 % du salaire brut de 4 employés d'un même groupe.

RVER collectif

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 4,5 % du salaire brut d'un groupe d'employé.

Régime de retraite collectif et Régime de retraite simplifié

La charge de la Régie intermunicipale correspond aux cotisations versées calculées au taux de 5,5 % du salaire brut régulier des employés.

La charge de la Régie aéroportuaire correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et 7 % du salaire brut régulier des employés.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	40 329	43 501
Régime de retraite simplifié	115	10 282	10 361
REER	116	22 055	24 448
Autres régimes	117		
	118	72 666	78 310

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	7	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	6 965	8 786
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	23 472	29 623
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	7 759	7 852
	123	31 231	37 475

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	17 054 934	16 997 985	15 926 045
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	17 054 934	16 997 985	15 926 045
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 495 435	1 488 946	1 430 663
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	1 029 835	1 017 697	985 463
Matières résiduelles	15	1 362 197	1 336 944	1 299 672
Autres				
▪ Vidanges fosses septiques	16	19 020	19 155	19 007
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	78 000	77 641	74 852
Service de la dette	20	35 652	35 652	36 020
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	4 020 139	3 976 035	3 845 677
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	4 020 139	3 976 035	3 845 677
	29	21 075 073	20 974 020	19 771 722

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	130 281	130 720	132 811
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	130 281	130 720	132 811
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	430 833	418 804	422 448
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	571 895	547 542	532 685
	38	1 002 728	966 346	955 133
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	1 133 009	1 097 066	1 087 944
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	1 206 339	1 161 339	1 117 888
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	1 206 339	1 161 339	1 117 888
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48	52 241	42 296	42 788
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50	52 241	42 296	42 788
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	2 391 589	2 300 701	2 248 620

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	45 000	26 736	26 736
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	108 196	124 763	124 763
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	8 513	8 513	8 513
Réseau de distribution de l'eau potable	71	29 419	34 615	34 615
Traitement des eaux usées	72	9 015	9 015	9 015
Réseaux d'égout	73	54 847	54 848	54 848
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	70 000	139 486	139 486
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80	6 825	2 235	2 235
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84	25 000	25 376	31 425
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	5 000	13 674	15 090
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	146 108	135 094	153 793
Autres	91	35 000	46 150	50 204
Réseau d'électricité	92			
	93	542 923	620 505	644 629

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			11 128
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	30 000	30 000	736 031
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			26 466
Transport par eau	107			
Autres	108	192 621	192 621	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110			70 641
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	15 000	15 000	
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	237 621	237 621	844 266

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	300 000	368 073	374 452
Fonds de développement des territoires	138			290 476
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141	116 116	116 116	116 116
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			119 559
Autres	143		256 195	571 820
	144	416 116	740 384	928 486
TOTAL DES TRANSFERTS	145	959 039	1 598 510	1 920 514

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	146	42 500	50 016	41 027
Évaluation	147			
Autres	148			
	149	42 500	50 016	41 027
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	80 000	82 072	71 008
Sécurité civile	152			
Autres	153	2 000	1 773	2 340
	154	82 000	83 845	73 348
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			25 000
Autres	159			
	160			25 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163	7 200	7 033	5 780
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165	50 000	75 000	499 778
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	57 200	82 033	505 558

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182	139 662	134 114	134 114
Activités culturelles				
Bibliothèques	183	7 309	7 309	7 309
Autres	184	13 200	5 500	5 500
	185	160 171	146 923	146 923
Réseau d'électricité	186			
	187	341 871	362 817	761 726
				753 213

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188	1 000	1 830	1 899
Évaluation	189	4 000	9 275	9 275
Autres	190	28 404	48 686	47 616
	191	33 404	59 791	49 515
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193	3 500	4 708	11 291
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	3 500	4 708	11 291
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	24 915	28 578	28 363
Enlèvement de la neige	198	28 000	24 020	25 647
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204		240 542	227 139
	205	52 915	52 598	293 140
293 140				281 149
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	6 000	855	2 074
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209	6 000	10 251	48 500
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	5 000	8 380	6 130
Matières recyclables	211	3 000	3 170	3 398
Autres	212	5 000	22 734	22 734
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214	1 500	2 954	1 305
Autres	215		517 001	459 955
	216	26 500	48 344	565 345
565 345				521 362

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	455 300	417 287	346 183
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	7 900	5 604	7 304
Autres	228	15 500	9 013	12 755
	229	478 700	431 904	366 242
Réseau d'électricité				
	230			
	231	595 019	597 345	1 229 559
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	936 890	960 162	1 982 772

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	73 000	128 637	103 391
Droits de mutation immobilière	234	750 000	1 951 801	1 742 154
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	823 000	2 080 438	1 845 545
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	435 100	573 196	358 711
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239			42 815
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	101 000	137 239	108 007
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	10 000	(215 388)	(126 104)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		402 858	402 858
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		1 155 198	5 251 526
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247		31 240	
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	10 000	16 682	142 306
	251	20 000	1 359 350	5 267 728
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	353 554	323 036		323 036	323 036	323 892
Greffe et application de la loi	2	929 630	978 924		978 924	978 924	634 568
Gestion financière et administrative	3	1 363 904	1 240 786		1 240 786	1 240 786	1 209 321
Évaluation	4	181 000	174 754		174 754	174 754	173 135
Gestion du personnel	5	200 743	167 300		167 300	167 300	193 713
Autres							
▪ Dépenses générales	6	842 692	850 170	139 947	990 117	990 117	896 186
▪	7						
	8	3 871 523	3 734 970	139 947	3 874 917	3 874 917	3 430 815
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 972 228	1 971 869		1 971 869	1 971 869	1 868 901
Sécurité incendie	10	1 630 603	1 464 043	272 824	1 736 867	1 736 867	1 641 155
Sécurité civile	11	64 226	37 415		37 415	37 415	77 330
Autres	12	83 600	67 833		67 833	67 833	101 458
	13	3 750 657	3 541 160	272 824	3 813 984	3 813 984	3 688 844
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 758 795	3 682 002	2 257 681	5 939 683	5 939 683	6 179 789
Enlèvement de la neige	15	584 887	439 092	191 058	630 150	630 150	627 271
Éclairage des rues	16	235 000	195 282	77 179	272 461	272 461	260 255
Circulation et stationnement	17	230 000	125 548		125 548	125 548	112 287
Transport collectif							
Transport en commun	18	134 355	143 374		143 374	143 374	158 674
Transport aérien	19	96 000	96 000		96 000	437 500	413 219
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	5 039 037	4 681 298	2 525 918	7 207 216	7 548 716	7 751 495

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	794 524	814 162	205 690	1 019 852	1 031 071
Réseau de distribution de l'eau potable	24	455 498	494 150	551 933	1 046 083	1 029 775
Traitement des eaux usées	25	470 987	449 590	9 380	465 331	410 663
Réseaux d'égout	26	438 474	214 784	769 681	984 465	961 327
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	207 632	241 658	58 751	324 859	294 767
Élimination	28	315 000	375 494		760 895	837 242
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	227 933	208 040	77 421	285 461	275 306
Tri et conditionnement	30	125 000	143 212	4 361	147 573	116 474
Matières organiques						
Collecte et transport	31	129 441	105 054	22 105	127 159	167 584
Traitement	32	200 000	183 881		95 077	84 655
Matériaux secs	33		1 370		1 370	7 146
Autres	34	205 000	204 681		340 525	331 288
Plan de gestion	35	35 015	35 015		35 015	40 741
Autres	36					
Cours d'eau	37	12 090	68 211	2 658	70 869	14 192
Protection de l'environnement	38	251 240	158 909		309 095	211 271
Autres	39					30 198
	40	3 867 834	3 698 211	1 701 980	5 400 191	5 843 700
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	92 000	407 573		407 573	70 421
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	195 000	120 535		120 535	93 323
	44	287 000	528 108		528 108	163 744

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	777 167	767 900		767 900	767 900	589 873
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						11 499
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	565 037	351 014		351 014	351 014	360 897
Tourisme	49	15 618	13 351		13 351	13 351	2 283
Autres	50	4 000	17 901		17 901	17 901	4 600
Autres	51	7 226	1 084		1 084	1 084	
	52	1 369 048	1 151 250		1 151 250	1 151 250	969 152
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	24 512	18 079	6 124	24 203	24 203	19 853
Patinoires intérieures et extérieures	54	472 480	374 268	133 368	507 636	507 636	512 037
Piscines, plages et ports de plaisance	55	799 304	790 191	69 350	859 541	859 541	799 145
Parcs et terrains de jeux	56	796 100	756 301	254 852	1 011 153	1 011 153	927 442
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	36 000	150 130		150 130	150 130	5 873
Autres	59	681 742	589 278	63 418	652 696	652 696	644 705
	60	2 810 138	2 678 247	527 112	3 205 359	3 205 359	2 909 055
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	294 660	250 632		250 632	250 632	118 343
Bibliothèques	62	784 518	737 301	44 583	781 884	781 884	708 458
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	143 651	84 885	17 320	102 205	102 205	125 093
Autres ressources du patrimoine	64	10 000					856
Autres	65	177 000	97 000		97 000	97 000	72 987
	66	1 409 829	1 169 818	61 903	1 231 721	1 231 721	1 025 737
	67	4 219 967	3 848 065	589 015	4 437 080	4 437 080	3 934 792

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	940 000	743 042		743 042	743 649	824 278
Autres frais	70	92 000	81 548		81 548	81 548	86 741
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	85 500	75 400		75 400	75 400	117 600
Autres	72	10 000	1 769		1 769	3 032	729
	73	1 127 500	901 759		901 759	903 629	1 029 348
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	4 900 000	5 229 684 (	5 229 684)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	294 671	294 671	1 044 861
Usines de traitement de l'eau potable	2	30 978	30 978	36 466
Usines et bassins d'épuration	3	12 436	12 436	262 557
Conduites d'égout	4	652 519	652 519	2 181 658
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		709 617	359 157
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 296 623	1 296 623	4 814 754
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	19 295	19 295	240 873
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	169 245	169 245	4 908
Autres infrastructures	11			311 968
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 240 231	1 240 231	267 223
Édifices communautaires et récréatifs	14	46 154	46 154	256 470
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	484 740	485 423	1 402 121
Ameublement et équipement de bureau	18	9 604	11 725	98 875
Machinerie, outillage et équipement divers	19	748 163	884 892	679 442
Terrains	20	610 864	610 864	112 510
Autres	21			
	22	5 615 523	6 464 673	12 073 843

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	6 487	6 487	203 297
Usines de traitement de l'eau potable	24	30 978	30 978	36 466
Usines et bassins d'épuration	25	12 436	12 436	262 557
Conduites d'égout	26	10 226	10 226	93 779
Autres infrastructures	27	881 145	1 590 762	3 624 537
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	288 184	288 184	841 564
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	642 293	642 293	2 087 879
Autres infrastructures	32	604 018	604 018	2 107 123
Autres immobilisations corporelles	33	3 139 756	3 279 289	2 816 641
	34	5 615 523	6 464 673	12 073 843

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	371 000		371 000	
Réserves financières et fonds réservés	3	8 149			8 149
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	126 400		29 600	96 800
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	29 372 109	4 260 287	2 944 328	30 688 068
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	29 877 658	4 260 287	3 344 928	30 793 017
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 316 141	707 713	509 824	5 514 030
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 316 141	707 713	509 824	5 514 030
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	5 316 141	707 713	509 824	5 514 030
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	16				
	17	5 316 141	707 713	509 824	5 514 030
	18	35 193 799	4 968 000	3 854 752	36 307 047
Dette en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	35 193 799	4 968 000	3 854 752	36 307 047

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	36 274 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	522 016
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	8 149
Débiteurs	9	5 514 030
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	23 932
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	31 249 905
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	301 654
Endettement net à long terme	16	31 551 559
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	180 639
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	31 732 198
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	31 732 198
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	120 237	120 227	111 799
Sécurité publique				
Police	4	6 786	6 786	6 658
Sécurité incendie	5	11 047	11 047	10 852
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	59 355	59 355	59 541
Autres	10	96 000	96 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	238 015	238 015	240 612
Cours d'eau	13	12 090	12 090	11 534
Protection de l'environnement	14			2 179
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	26 608	26 618	25 375
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	170 037	170 037	170 362
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	740 175	740 175	644 175
				638 912

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1	129 748	84 550
Charges sociales	2	33 708	19 856
Biens et services	3	5 452 067	11 329 814
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 615 523	11 434 220

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	15,76	37,50	30 845,53	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	2,75	45,75	*****	*****	*****
Cols blancs	3	45,83	32,50	77 727,36	*****	*****	*****
Cols bleus	4	45,97	40,00	95 943,19	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	7,83	40,00	16 349,45	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	116,39		220 911,28	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			242 299	48 205	290 504
	10	123,39			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	8 513				8 513
Réseau de distribution de l'eau potable	13	34 615				34 615
Traitement des eaux usées	14	9 015				9 015
Réseaux d'égout	15	54 848				54 848
Autres	16	1 141 836	237 621	5 471	106 591	1 491 519
	17	1 248 827	237 621	5 471	106 591	1 598 510

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	3 816	4 020
Évaluation	2		
Autres	3	99 543	140 712
	4	103 359	144 732
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	13 130	23 740
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	13 130	23 740
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	396 395	432 230
Enlèvement de la neige	11	4 423	5 149
Autres	12	37 629	38 616
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	438 447	475 995
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	7 540	8 617
Réseau de distribution de l'eau potable	17	123 548	134 398
Traitement des eaux usées	18	2 041	1 147
Réseaux d'égout	19	137 097	157 109
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	7 143	6 175
Matières recyclables	21	7 645	6 427
Autres	22	952	
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	285 966	313 873
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	5 979	6 285
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	5 979	6 285
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	52 687	61 084
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 829	1 167
Autres	38	362	1 794
	39	54 878	64 045
Réseau d'électricité			
	40		
	41	901 759	1 028 670

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sylvie Beaugard	Maire	60 251	17 401	38 288	
Lucille Robert	Conseiller	15 877	7 939	4 056	2 028
Marie-France Beaudry	Conseiller	16 102	8 051		
Stéphane Lussier	Conseiller	16 761	8 380		
Yvon Pépin	Conseiller	17 354	8 677		
Philippe Mercier	Conseiller	13 202	6 601		
Daniel Marcotte	Conseiller	15 689	7 845		
Alain Daigle	Conseiller	2 057	1 028		
Amélie Fournier	Conseiller	2 057	1 029	406	203
Mélanie Gobeille	Conseiller	2 943	1 472		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 1 500 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 57 567 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 262 175 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 20 000 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 185-04-2020
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2020-04-07
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 2
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 2
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 942
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 2
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | |
|--|-------------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 <u>2 125 144 \$</u> |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 <u>3 388 886 \$</u> |
| Ministère des Transports | 80 <u>30 000 \$</u> |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 <u>129 406 \$</u> |
| Autres ministères/organismes | 82 <u>527 832 \$</u> |
| | 83 <u><u>6 201 268 \$</u></u> |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Cowansville | 46080 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville de Cowansville

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Cowansville (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, le 26 avril 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	20 974 020
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>20 971</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 388 808
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	77 641
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>17 507 571</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 468 734 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 505 643 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 487 188 750</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,1772 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	17 732 717
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	36 712
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	17 769 429

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	1 588 195
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	1 117 585
Matières résiduelles	15	1 453 676
Autres		
▪ Fosses septiques	16	19 140
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	85 000
Service de la dette	20	
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	4 263 596
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	4 263 596
	29	22 033 025

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	130 281
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	130 281

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	428 675
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	486 071
	9	914 746

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 045 027

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 161 339
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 161 339

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	54 890
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	54 890

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 261 256

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	982 217 623	x 0,9100 /100 \$	8 938 180				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	265 591 977	x 0,9400 /100 \$	2 496 565				
Immeubles non résidentiels	4	223 425 032	x /100 \$					
Immeubles industriels	5	47 189 468	x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	32 238 620	x 0,9100 /100 \$	293 371				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	8 640 250	x 0,9100 /100 \$	78 626				
Total	10			11 806 742	(20 971)	()	5 946 946	17 732 717
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>180,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>140,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>135,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Matières résiduelles - par chambre	34,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Déchets domestique - ICI	105,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matières recyclables/organiques - ICI	35,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Écocentre	28,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Vidanges fosses septiques	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Assainissement - au compteur	0,2400	7 - autres (préciser)	par mètre cube
Eau - au compteur	0,5000	7 - autres (préciser)	par mètre cube
Piscine creusée	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Piscine hors terre	30,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Com. services municipaux - 204.10	0,4600	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Com. services municipaux - 204.05	0,9100	1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	4 881 951	1 064 996		293 371	2 475 593	78 626
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	327 544	232 734			1 198 597	4 830
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	5 209 495	1 297 730		293 371	3 674 190	83 456

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	8 938 180			17 732 717
De secteur	2	36 712			36 712
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	2 414 891			4 178 596
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	11 389 783			21 948 025

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

OUI NON S.O.

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?
- a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM
- Pour la taxe foncière générale 1 2
 - Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV 3 4 5
- b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM 6 7 8
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.
- c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM 9 10 11
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.
- Immeubles non résidentiels:
 Inférieur à 500 000 \$: 2,09 \$
 Supérieur à 500 000 \$: 2,25 \$
 Immeubles industriels:
 Inférieur à 500 000 \$: 2,15 \$
 Supérieur à 500 000 \$: 2,30 \$
- d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables 12 13 14
 - Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) 15 16 17
 - Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels 18 19 20
 - Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :

2021	21 _____ \$
2022	22 _____ \$
 - Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :

2021	23 _____ \$
2022	24 _____ \$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? 25 26
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :
- une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM 27 28
 - une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM 29 30

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

- | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées? | 31 | <input checked="" type="checkbox"/> | 32 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant. | 33 | <u>44 114 \$</u> | | |
| 5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) | 34 | <u> \$</u> | | |
| 6. Date d'adoption du budget par le conseil | 35 | <u>2022-01-17</u> | | |
| 7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) | 36 | <u>29 890 382 \$</u> | | |
| 8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget | 37 | <u>3 171 000 \$</u> | | |
| 9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget | 38 | <u>912 000 \$</u> | | |
| 10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget | 39 | <u> \$</u> | | |

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Julie Lamarche, OMA, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Cowansville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 3 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Cowansville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Cowansville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Cowansville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-05 09:31:50

Date de transmission au Ministère : 2022-05-05